

HP France: les syndicats sont divisés sur la fin des 35 heures

À l'issue de la réunion entre la direction et les syndicats qui s'est déroulée jeudi (lire nos articles) la CFTC, la CFE-CGC et la CGT ne semblent pas partager la même opinion sur la demande du constructeur aux salariés :

« renoncer à l'accord sur les 35 heures pour limiter le plan prévoyant la suppression de 1.240 postes ». Les 35 heures... un principe que Patrick Starck, le président d'HP France qualifie de « désavantage compétitif » comme le rappelle *le Figaro* dans son édition de ce mardi. La tension qui règne autour de ce plan social est donc loin de retomber. Aujourd'hui, l'union sacrée entre les différents syndicats impliqués dans cette affaire, semble avoir éclaté. Car, d'un côté la CFTC, CFE ?CGC estime que le plan proposé par le groupe présente « des avancées significatives », et, que cette alternative est plutôt meilleure « qu'une procédure légale d'un plan de sauvegarde, longue, conflictuelle, et coûteuse ». Et de l'autre, l'on trouve l'irréductible CGT qui est « déçue ». Pour le syndicat il ne doit pas y avoir plus de **750** postes supprimés, ce qui correspond environ à **15 %** de l'effectif, soit le même taux que dans les autres pays européens ou Hewlett Packard va réduire ses effectifs. Pour l'heure, rien n'est définitif, mais il faut admettre que la bataille syndicale est proche de l'implosion. Le géant américain qui a dans cette affaire de « grand marchandage » entamé son image de marque a finement joué la carte de la compétition. Mais comme l'indique, Jean-Claude Ducatte, un expert en audit social interrogé par *le Figaro* « la méthode n'est pas rassurante. » Il faut dire, que la direction du groupe n'a pas tout fait pour sauver un maximum de postes. Tout d'abord, Patrick Starck n'a pas permis l'organisation d'un référendum auprès des salariés, et plutôt que de favoriser l'intersyndicale, il favorise la division. L'adage selon lequel « il faut diviser pour mieux régner » est donc toujours d'actualité. Et enfin, le constructeur américain considère les 35 heures comme « un désavantage compétitif », mais il a fallu attendre jeudi, et l'urgence, pour que le groupe se décide à lancer un groupe de réflexion sur le développement des activités en France. Lisez notre DossierHP France : le feuilleton